



Westminster & City News

NUMÉRO 16

Du 20 au 26 avril 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Sur l'année financière 2017-18, le RU a enregistré son déficit public le plus faible depuis 2006-07 – D'après les estimations provisoires publiées mardi par l'[ONS](#), le déficit public (hors banques publiques) fut de 42,6 Md£ pour 2017-18, soit 3,5 Md£ de moins que lors de la précédente année fiscale. Dans les [prévisions](#) que l'*Office for Budget Responsibility* a publié en mars dernier, le déficit était estimé à 45,2 Md£ (soit 2,6 Md£ de plus que les estimations provisoires). L'institution s'attend à ce que les chiffres de l'ONS soient revus à la hausse avant leur publication définitive en septembre. Aussi, ces chiffres reflètent davantage la baisse des dépenses publiques que le dynamisme de l'économie, la croissance des revenus fiscaux ayant ralenti durant cette période. La dette publique nette fut de 1 798 Md£ à la fin de mars 2018 (86,3 % de PIB). Suite à la publication de ces chiffres, le Chancelier Hammond a déclaré que l'économie britannique était à un tournant avec la baisse du déficit et de la dette accompagnée de la hausse des salaires. Des mesures plus souples sont attendues pour le Budget d'automne 2018.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La Banque Européenne d'Investissement réduit ses financements au RU depuis le vote du Brexit – Le *Financial Times* a eu accès à un rapport interne de la BEI qui fait état d'une réduction de plus de deux tiers des opérations de la banque avec les fonds d'investissement britanniques (capital risque et actions) depuis le referendum. En 2017, l'activité de la BEI au RU s'est réduite de 69 % au profit de la France (+19 %), de l'Allemagne (+14 %), de l'Italie (+11 %) et du Pays-Bas (+9 %). Cette réduction vient d'une baisse de la demande de financement britannique et de l'augmentation des incertitudes qui complexifient la conclusion d'accords avec la BEI. La Banque n'a pas publiquement annoncé avoir cessé d'investir au RU même si les fonds d'investissement britanniques en capital risque ont signalé une chute des financements émanant du Fonds Européen d'Investissement, la filiale de la BEI qui contribuait historiquement à plus d'un tiers des investissements en capital-risque au RU. Cette réduction freine le développement des startups technologiques qui dépendent de ces financements.

La croissance des dividendes versés par les entreprises britanniques ralentit au T1 2017 – D'après le [rapport](#) consacré aux dividendes de *Link Asset Services*, les dividendes sous-jacents (hors versements exceptionnels) ont chuté de 0,1 % à 15,4 Md£ au T1 2018. Une des causes identifiées serait les performances mitigées des grandes entreprises pétrolières et du secteur de la santé dont *Shell*, *BP*, *AstraZeneca* et *GlaxoSmithKline* qui sont parmi les principaux distributeurs de dividendes. À cela s'ajoute le renforcement du GBP par rapport à l'USD (plus d'un tiers des dividendes britanniques sont déclarés en USD). Lorsqu'on inclut les dividendes exceptionnels, la croissance s'élève à 7,6 % au T1 2018 (16,7 Md£) notamment grâce à *British American Tobacco* (+1Md£) qui est récemment passé à une rémunération trimestrielle de ces actionnaires. D'après les prévisions de *Link Asset Services*, les dividendes totaux versés au RU devraient atteindre le record de 96,3 Md£ sur l'année 2018, soit une croissance annuelle de 1,8 %.

Malgré la hausse du nombre d'étudiants, l'écart de salaire entre diplômés et non-diplômés n'évolue pas – D'après un [rapport](#) publié mardi par le ministère de l'Éducation britannique, le revenu médian des individus diplômés était en 2017 supérieur de 10 000 £ à celui des non-diplômés (33 000 £ contre 23 000£) et la forte croissance du nombre d'étudiants n'aurait pas contribué à réduire cet écart au cours des 10 dernières années. Toutefois, si la valeur nominale de l'écart n'a pas évolué sur 10 ans, il s'est réduit en proportion (passant de 50 % à 43 %) du fait de la croissance des deux salaires médians. L'augmentation du nombre de diplômés et des frais de scolarité (9 000 £ par an en moyenne) avait alimenté le débat public sur l'intérêt financier du passage par l'université. D'après une [étude](#) publiée par la BoE en 2016, l'écart se serait considérablement réduit en 20 ans, passant de 45 % en 1995 à 34 % en 2015 du fait de l'augmentation de la qualification de la main d'œuvre mais l'effet se serait inversé depuis 2013 du fait du dynamisme du marché du travail qui a permis aux chômeurs non-diplômés de trouver du travail.

Toutes les régions britanniques hors Londres ont noté une augmentation de la trésorerie dans les services – Une [étude](#) de la British Chambers of Commerce réalisée sur le T1 2018 souligne toutefois de fortes disparités inter-régionales. Les augmentations de trésorerie les plus notables ont eu lieu dans les West Midlands (+16 %), les East Midlands (+12 %) et North East (+11 %). A l'inverse, l'Irlande du Nord et le Pays de Galles sont les deux régions dans lesquelles les entreprises ont affiché les plus bas niveaux d'augmentation de trésorerie (respectivement +2 % et +1 %). Les entreprises de services de la région de Londres ont vu leur niveau de trésorerie se contracter sur la période (-1%).

L'expansion de l'industrie manufacturière britannique a pris fin en février après un an de croissance – Le secteur s'est contracté pour la première fois en février (-0,2 % par rapport à janvier 2018), après un an de croissance ininterrompue principalement due à la combinaison de deux phénomènes : la reprise de l'économie mondiale et la hausse de la compétitivité de la livre sterling sur les marchés. Les analystes ont revu à la baisse les perspectives de croissance du secteur au Royaume-Uni pour le T1 après l'annonce des résultats, comme en France et en Allemagne qui ont affiché une trajectoire baissière similaire.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Selon A. Bailey, une reconnaissance mutuelle est réalisable et doit passer par une coopération poussée – Le directeur exécutif de la FCA [affirme](#) qu'une reconnaissance mutuelle entre UE et RU doit passer par des structures poussées de coopération avec une évaluation des règles basée sur les résultats, permettant à la fois uniformité de la réglementation et autonomie des pouvoirs réglementaires. Préserver la stabilité financière va nécessiter qu'autorités européennes et britanniques travaillent ensemble. Le RU a toutefois agi unilatéralement (*second best option*) en s'engageant à légiférer sur un régime d'autorisations temporaires afin d'offrir plus de certitude aux acteurs. Le RU permet déjà aux succursales non-européennes de s'établir dans le pays sous certaines conditions, et l'*Overseas Person Exclusion* permet à des entreprises étrangères de fournir des services à des clients basés au RU sans établir de succursale. De plus, A. Bailey accueille favorablement la période de transition, aussi parce qu'il est plus logique pour entreprises et autorités de concrétiser leurs plans de contingence une fois connues les dispositions d'un accord.

Selon LinkedIn, les offres d'emploi en gestion d'actifs ont diminué de moitié au RU depuis juin 2016 – Au T1 2018, le nombre d'offres d'emploi sur LinkedIn en gestion d'actifs au RU [était](#) environ 50 % moins élevé qu'au T1 2015 et qu'aux T1 et T2 2016. Six fois plus d'offres en gestion d'actifs étaient sur LinkedIn au Luxembourg au T4 2017 qu'au T1 2015, et dix fois plus à Paris au T1 2017 qu'au T1 2015. Dublin et Frankfort auraient vu leur nombre d'offres en gestion d'actifs diminuer sur cette période. L'industrie britannique de la gestion d'actifs (8 000 Md£) est particulièrement vulnérable à la sortie du RU de l'UE, contrôlant 2 600 Md£ d'actifs pour des investisseurs étrangers. Un sondage d'EY de février 2018 montrait que plus de la moitié des gestionnaires d'actifs basés au RU avaient renforcé leur présence existante en Europe. Le Chancelier de l'Échiquier note néanmoins que moins d'emplois qu'anticipé ont été déplacés. Londres reste un pôle pour le secteur – près de 2 000 emplois en gestion d'actifs sur LinkedIn la semaine dernière, contre environ 340 à Paris et 280 au Luxembourg.

RÉGULATION FINANCIÈRE

La FCA alerte le public sur les fraudes lors de la demande de prêts, en hausse de 44 % entre 2016 et 2017 –

Les fraudes lors de la demande de prêts [s'élèvent](#) à plus de 3,5 M£ en 2017, soit plus de 4 700 plaintes déposées. Les victimes de ces arnaques sont souvent des personnes à bas revenu et aux cotations de crédit peu élevées, ciblées lors de leurs recherches de prêts en ligne. Elles se voient offrir par des fraudeurs un prêt en échange du paiement en amont de frais. Le prêt n'est finalement jamais reçu et la perte moyenne en 2017 était de 740£. La FCA encourage vivement les consommateurs à vérifier le [registre](#) des fournisseurs de prêts autorisés, et rappelle que des signes avant-coureurs sont le paiement en amont de frais (bien que parfois demandés par des fournisseurs autorisés), un moyen inhabituel de paiement (ex. via iTunes), ou encore le paiement de plusieurs frais. Un sondage de la FCA montre que 36 % de ceux ayant contracté un prêt au cours des trois dernières années n'ont fait aucune recherche concernant leur fournisseur. Ce type de fraudes est maintenant plus important que celles liées aux investissements.

Les plaintes liées aux scandales de l'assureur emprunteur ont augmenté de 40 % sur le 2^{ème} semestre 2017 –

1,55 millions de plaintes liées aux scandales de l'assureur emprunteur (PPI – *payment protection insurance*) ont été [déposées](#) au second semestre 2017, le plus haut niveau en quatre ans. En janvier 2018, les entreprises financières ont ainsi déboursé 415 M£ de compensation liées aux PPI, le montant cumulé des amendes atteignant 30 Md£ depuis janvier 2011. Selon Ch. Woolard, directeur de la FCA pour la stratégie et la concurrence, l'établissement d'une date limite de dépôt de plaintes à août 2019 a encouragé les consommateurs à choisir plus rapidement s'ils veulent demander compensation. Il affirme que la FCA continue de surveiller les entreprises pour s'assurer qu'elles respectent les standards exigés et facilitent bien le dépôt de plaintes liées aux PPI. Sans compter les PPI, le nombre de plaintes contre des entreprises financières aurait légèrement diminué à 2,2 millions. Les autres produits faisant l'objet du plus de plaintes sont les comptes courants (510 000 plaintes) et les cartes de crédit (315 000).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 26 avril 2018